



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

Document préparé par la Direction générale des ressources financières,
contractuelles et immobilières
Avril 2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements		Pages
P.1	Nombre de postes ouverts pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	1
P.2	Nombre de poste comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	2
P.3	Nombre et proportion de départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	3
P.4	Nombre et proportion de femmes et d'hommes et de diverses identités de genre dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	4
P.5	Nombre et proportion de personnes issues de la diversité (autochtones, communautés racisées, personnes en situation d'handicap) dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	5
P.6	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes à combler; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.	6
P.7	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	20
P.8	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	21
P.9	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.	22
P.10	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas en l'an dernier.	23
P.11	Total des sommes octroyées à titre d'aide financière d'urgence (AFU) pour es personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ventilées par région administrative, le nom des organismes qui administrent ces sommes pour chacune des régions administratives et le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes.	24
P.12	Nombre de couples qui ont complété, jusqu'au dépôt au palais de justice, le processus offert par le nouvel outil technologique d'aide pour les couples sans enfants qui souhaitent divorcer conjointement et permettant de constituer eux-mêmes leur dossier de divorce conjoint (JuridiQC), ventilé par région administrative.	25
P.13	Total des sommes allouées au recours à des initiatives de médiation et de facilitation qui accompagne la recherche de solutions communes concernant la réorganisation du travail des juges siégeant en matière criminelle et pénale.	26
P.14	Nombre de médiateurs accrédités au Québec et ventilation par région administrative.	27
P.15	Total des sommes allouées aux centres de justice de proximité actuellement en fonction et ventilation par région administrative. Préciser le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes pour chaque région administrative. Prévisions budgétaires pour les centres de justice de proximité qui ne sont pas encore en fonction, ventilées par région administrative.	28
P.16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.	30

Demande de renseignements		Pages
P.17	Nombre total de juges, au 31 mars 2023, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des juges. Indiquer le nombre de juges en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.	34
P.18	Estimation des dépenses budgétaires destinées à augmenter le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges, ventilé par territoires du Québec qui bénéficient de ces dépenses budgétaires.	35
P.19	Nombre de personnes indemnisées par l'IVAC, taux d'acceptation des demandes et délai pour obtenir une décision d'admissibilité, ventilé par région administrative.	36
P.20	Liste des sommes investies depuis l'adoption du projet de loi 84 (IVAC) pour sa mise en action et prévision des crédits dédiés. Détailler par région administrative, par projet et par bureau, le cas échéant.	38
P.21	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature et le nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire. Synthèse des améliorations qui ont été apportées découlant de ces plaintes.	39
P.22	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour l'année écoulée : a) nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.23	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, émis en présence de circonstances exceptionnelles et en raison que le fait de ne pas la déclarer financièrement admissible entraînerait pour cette personne un tort irréparable, sur décision du comité administratif de la Commission des services juridiques (application des articles 4.3 et 4.13 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P.24	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsque la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention (application de l'article 4.7, par. 8 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P.25	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si cette affaire met en cause ou mettra vraisemblablement en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille (application de l'article 4.7, par. 9 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P.26	Nombre de mandats d'aide juridique refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.	Cahier CSJ
P.27	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de la pratique privée, par catégories de frais.	Cahier CSJ
P.28	Ventilation détaillée des effectifs, au 31 mars 2023, pour la Commission des services juridiques ainsi que pour chacun des bureaux d'aide juridique régionaux.	Cahier CSJ
P.29	Délais avant jugement, par tribunal et type de dossier.	40
P.30	Proportion des personnes se représentant seules devant les tribunaux.	41
P.31	Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du ministère.	42
P.32	L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus et ventilé par poste budgétaire.	43
P.33	Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec.	44
P.34	La liste des comités de justice autochtone actifs, ainsi que le financement obtenu pour chacun d'eux.	45
P.35	La liste des sommes investies pour l'aménagement de lieux adéquats à l'exercice de la justice dans chacune des communautés ou chacun des villages autochtones où siège la Cour itinérante, ventilé par village ou communautés.	46

Demande de renseignements		Pages
P.36	La liste des sommes investies pour l'usage de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones.	47
P.37	La liste des sommes investies dans le cadre du plan d'action gouvernemental de lutte à l'homophobie et la transphobie. Préciser par ministère.	Cahier BLCHT
P.38	La liste des organismes LGBTQ recevant une subvention gouvernementale. Préciser le montant, le programme de financement, et la forme (financement à la mission, projet ou entente de service).	Cahier BLCHT
P.39	Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.	48
P.40	Liste de toutes les campagnes publicitaires commandées par le ministère et les sommes encourues.	49

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 28 février 2023.

Question 01	Nombre de postes ouverts pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du Ministère.
-------------	--

Catégorie d'emploi	2022-2023
Cadres	2
Personnel professionnel	18
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	36
Personnel ouvrier	0
Total	56

Nombre de postes en affichage en date du 21 mars 2023

Question 02	Nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
-------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question G.13j.

Question 03	Nombre et proportion de départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
-------------	---

Catégorie d'emploi	Retraite		Mutation		Démission		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadres	8	8,1%	15	6,4%	1	0,2%	24	2,7%
Ouvriers	1	1,0%	0	0,0%	1	0,2%	2	0,2%
Personnel de bureau	49	49,5%	62	26,5%	383	69,8%	494	56,0%
Professionnels	22	22,2%	90	38,5%	42	7,7%	154	17,5%
Techniciens et assimilés	19	19,2%	67	28,6%	122	22,2%	208	23,6%
Total	99	100%	234	100%	549	100%	882	100%

Question 04	Nombre et proportion de femmes et d'hommes et de diverses identités de genre dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.
-------------	---

Femmes		Hommes	
Nombre	%	Nombre	%
106	61,3%	67	38,7%

Note : Le Ministère ne détient aucune information sur l'identité de genre de son personnel.

Question 05	Nombre et proportion de personnes issues de la diversité (autochtones, communautés racisées, personnes en situation d'handicap) dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.
-------------	--

La réponse à cette question est incluse à la réponse des questions G.13a et G.13b.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question 06

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :

- A. le nombre de postes à combler;
- B. le nombre de postulants;
- C. la date;
- D. la nature (concours réservé ou non);
- E. le taux de réussite;
- F. la répartition par région administrative;
- G. la date de la publication des résultats.

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
29705SRS04005000-MT	1	107	2022-04-01	2022-04-14	Non
27210SRS04006000-LAP	1	29	2022-04-08	2022-04-26	Non
27210SRS04006001-LAP	1	36	2022-04-08	2022-04-21	Non
63003SRS04004001-LAG	1	34	2022-04-13	2022-04-28	Non
63005SRS04002003-KS	1	85	2022-04-25	2022-05-06	Non
10800SRS04001002-SS	1	14	2022-04-27	2022-05-12	Non
10800SRS04001001-SS	1	35	2022-04-27	2022-05-12	Non
10810SRS04008000-CP	1	13	2022-04-29	2022-05-05	Non
10800SRS04006002-ADF	2	34	2022-05-06	2022-05-19	Non
10500SRS04002004-KS	2	57	2022-05-10	2022-05-23	Non
10800SRS04001003-SS	1	54	2022-05-13	2022-05-30	Non
10500SRS04004005-LAG	2	86	2022-05-16	2022-05-20	Non
10000SRS04007000-ADF	3	389	2022-05-17	2022-05-31	Non
10500SRS04008004-AM	1	66	2022-05-18	2022-05-26	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
63004SRS04004006-LAG	1	45	2022-05-19	2022-06-02	Non
E20010SRS04003009-CAB	16	347	2022-05-19	2022-05-29	Non
E20010SRS04008002-AM	6	124	2022-05-19	2022-05-27	Non
E20010SRS04008003-AM	6	331	2022-05-19	2022-05-27	Non
10800SRS04008002-CP	2	40	2022-05-20	2022-06-03	Non
28310SRC04002008-KS	4	13	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04005002-MT	5	24	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04008005-AM	2	10	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04009001-CC	2	5	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04008003-CP	1	7	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04004010-LAG	3	6	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04008004-CP	8	15	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04004007-LAG	5	15	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04009002-CC	8	23	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04004008-LAG	3	14	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04004009-LAG	10	41	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04004011-LAG	10	15	2022-06-03	2022-06-17	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28310SRC040070001-ADF	14	57	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04002007-KS	6	24	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04003010-CAB	15	31	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04007000-MB	36	81	2022-06-03	2022-06-17	Non
28310SRC04001009-SS	65	161	2022-06-03	2022-06-17	Non
22120SRS04002011M-KS	3	76	2022-06-10	2022-06-20	Non
22120SRS04002012Q-KS	2	34	2022-06-10	2022-06-20	Non
64002SRS04002014-KS	1	15	2022-06-22	2022-07-11	Non
29705SRS04001000-CV	2	21	2022-06-23	2022-07-08	Non
E11501SRS04002015-KS	1	23	2022-06-27	2022-07-17	Non
63004SRS04009003-CC	1	57	2022-07-01	2022-07-17	Non
63001SRS04004007-MB	1	28	2022-07-06	2022-08-10	Non
10800SRS04009004-CC	3	17	2022-07-11	2022-07-15	Non
10400SRS04007000-MB	1	5	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007002-MB	1	3	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007003-MB	1	9	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007004-MB	2	6	2022-07-12	2022-07-31	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
10400SRS04007005-MB	1	9	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007006-MB	1	14	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007007-MB	2	12	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007001-MB	1	17	2022-07-12	2022-07-31	Non
10400SRS04007008-MB	5	33	2022-07-12	2022-07-31	Non
22510SRS04008007-AM	19	186	2022-08-15	2022-09-09	Non
10810SRS04006000-LAP	1	9	2022-09-08	2022-09-21	Non
10800SRS04006001-LAP	1	15	2022-09-09	2022-09-15	Non
10800SRS04006002-LAP	2	10	2022-09-14	2022-09-20	Non
10800SRS04006004-LAP	1	3	2022-09-14	2022-09-20	Non
26810SRS04006003-LAP	3	38	2022-09-16	2022-10-18	Non
11501SRS04002000-LAP	3	71	2022-09-21	2022-10-04	Non
E20010SRS04002002-LAP	1	136	2022-09-21	2022-10-04	Non
11501SRS04002001-LAP	11	257	2022-09-21	2022-10-04	Non
24910SRS04008006-CP	2	121	2022-09-23	2022-10-06	Non
E20010SRS04001001M-LAP	20	142	2022-09-23	2022-10-04	Non
E20010SRS04001000-LAP	20	279	2022-09-23	2022-10-04	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
10510SRS04009000-LAP	1	17	2022-09-27	2022-10-04	Non
10500SRS04009005-CC	1	61	2022-09-28	2022-10-12	Non
28305SRC04001000-LAP	17	95	2022-09-28	2022-10-12	Non
10500SRS04009007-CC	1	128	2022-10-01	2022-10-14	Non
10810SRS04007009-MB	1	18	2022-10-03	2022-10-24	Non
10800SRS04006003-ADF	1	18	2022-10-03	2022-10-07	Non
10800SRS04002000-LAP	1	39	2022-10-05	2022-10-24	Non
10500SRS04006005-ADF	1	48	2022-10-05	2022-10-20	Non
10800SRS04006004-ADF	1	23	2022-10-06	2022-10-28	Non
10800SRS04003017-CAB	1	34	2022-10-06	2022-10-24	Non
63005SRC04003016-CAB	1	74	2022-10-06	2022-10-20	Non
20010SRS04008009-AM	15	42	2022-10-06	2022-10-17	Non
20010SRS04008008-AM	7	33	2022-10-06	2022-10-17	Non
20010SRS04008010-AM	14	32	2022-10-06	2022-10-17	Non
10800SRS04000001-LAP	2	110	2022-10-12	2022-10-25	Non
10500SRS04009008-CC	1	67	2022-10-12	2022-10-25	Non
E22121SRS04000004-17	2	16	2022-10-17	2022-10-31	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E22121SRS04004013-11	2	6	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04004015-12	3	9	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04008008-10	2	2	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04004012-01	2	11	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04005000-16	8	40	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04009009-07	2	15	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04009010-09	2	9	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04001011-13	2	35	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04003018-14	2	19	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04007000-02	3	26	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04004016-04	2	20	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04003019-15	2	23	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04004014-03	8	31	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04000003-05	2	29	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04008007-08	5	14	2022-10-17	2022-10-31	Non
28310SRC04000006-LAP	13	83	2022-10-17	2022-10-31	Non
E22121SRS04000005-06	35	107	2022-10-17	2022-10-31	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
10500SRS0400002-LAP	6	141	2022-10-17	2022-10-28	Non
63004SRS04000007-LAP	1	36	2022-10-18	2022-11-01	Non
E20010SRS04000008-LAP	2	82	2022-10-18	2022-11-01	Non
10810SRS04007001-MB	1	36	2022-10-18	2022-10-30	Non
63004SRS04008010-CP	1	16	2022-10-21	2022-11-04	Non
E20010SRS04000011-04	3	54	2022-10-21	2022-11-04	Non
E20010SRS04000012-1705	4	53	2022-10-21	2022-11-04	Non
E20010SRS04000010-0312	5	107	2022-10-21	2022-11-04	Non
10800SRS04007003-MB	3	140	2022-10-21	2022-11-03	Non
E24910SRS04000013-LAP	1	80	2022-10-25	2022-10-31	Non
26410SRS04008009-CP	1	35	2022-10-28	2022-11-11	Non
10500SRS04007010-MB	1	31	2022-10-28	2022-11-10	Non
E22120SRS04007000-MB	1	67	2022-10-31	2022-11-13	Non
E20010SRS04007000-02	5	77	2022-10-31	2022-11-11	Non
10500SRS0400016-LAP	1	23	2022-11-04	2022-11-17	Non
26410SRS04000017-LAP	9	110	2022-11-04	2022-11-17	Non
10500SRS04008011-AM	1	37	2022-11-04	2022-11-11	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
13100SRS04000019-LAP	6	119	2022-11-07	2022-11-20	Non
E22120SRS04000020-LAP	1	47	2022-11-08	2022-11-22	Non
13100SRS04000022-SB	2	22	2022-11-11	2022-11-25	Non
10800SRS04008012-AM	3	117	2022-11-11	2022-11-24	Non
20010SRS04008013-AM	1	154	2022-11-11	2022-11-20	Non
10500SRS04004021-LAG	1	38	2022-11-11	2022-11-18	Non
10800SRS04007011-MB	1	31	2022-11-18	2022-12-08	Non
10800SRS04008016-AM	1	17	2022-11-18	2022-12-02	Non
63003SRS04008015-AM	1	28	2022-11-18	2022-12-01	Non
10800SRS04000023-SB	1	12	2022-11-18	2022-11-25	Non
10800SRS04000024-SB	1	17	2022-11-22	2022-11-28	Non
E22120SRS04000025-SB	1	24	2022-11-24	2022-12-07	Non
10800SRS04008017-AM	1	22	2022-11-29	2022-12-12	Non
E11500SRS04000028-SB	3	157	2022-11-30	2022-12-14	Non
13000SRS04000027-LAP	1	45	2022-11-30	2022-12-13	Non
E24910SRS04000030-SB	4	93	2022-12-01	2022-12-07	Non
10810SRS04000032-LAP	1	27	2022-12-05	2022-12-18	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E11501SRS04001014-SS	1	40	2022-12-08	2023-01-03	Non
10800SRS04000036-MN	1	27	2022-12-13	2022-12-22	Non
26410SRS04009013-CC	2	53	2022-12-20	2023-01-06	Non
26410SRS04001017-CDO	2	64	2022-12-21	2023-01-18	Non
10000SRS04001017-CDO	2	106	2022-12-22	2023-01-18	Non
E26405SRS04001019-CDO	1	39	2022-12-22	2023-01-18	Non
10810SRS04007014-MB	1	12	2023-01-09	2023-02-05	Non
10815SRS04007012-MB	1	12	2023-01-09	2023-02-05	Non
E29705SRS04001020-CDO	1	60	2023-01-09	2023-01-24	Non
10800SRS04007013-MB	1	29	2023-01-09	2023-01-22	Non
26410SRS04007000-MB	1	16	2023-01-09	2023-01-22	Non
63005SRS04001020-SS	1	98	2023-01-12	2023-01-25	Non
63005SRS04009015-CC	1	29	2023-01-13	2023-01-26	Non
26410SRS04009018-CC	1	61	2023-01-13	2023-01-26	Non
10800SRS04008018-AM	1	47	2023-01-16	2023-01-27	Non
10500SRS04001016-SS	1	70	2023-01-16	2023-01-27	Non
13100SRS04003021-CAB	1	31	2023-01-18	2023-01-31	Non

Question 06	Suite
-------------	-------

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
13100SRS04003021-001	1	2	2023-01-18	2023-01-31	Non
10500SRS04005003-MH	2	50	2023-01-20	2023-02-02	Non
E20010SRS04005004-MH	1	96	2023-01-20	2023-01-26	Non
10500SRS04008012-CP	1	38	2023-01-23	2023-02-03	Non
E22120SRS04002020-KS	1	60	2023-01-23	2023-02-03	Non
26410SRS04005005-MH	1	40	2023-01-24	2023-02-06	Non
28310SRC04003022-CAB	2	17	2023-01-25	2023-02-15	Non
12910SRS04009020-LAP	1	14	2023-01-26	2023-02-09	Non
20005SRS04001021-LAP	6	133	2023-01-26	2023-02-08	Non
11501SRS04002524-KS	2	73	2023-01-27	2023-02-10	Non
E22121SRS04000045-03	14	24	2023-01-30	2023-02-06	Non
E22121SRS04000048-06	24	64	2023-01-30	2023-02-06	Non
E22121SRS04000051-07	2	21	2023-01-30	2023-02-06	Non
22510SRS04000049-07	5	9	2023-01-30	2023-02-06	Non
E22121SRS04000042-09	2	6	2023-01-30	2023-02-06	Non
E22121SRS04000057-16	4	31	2023-01-30	2023-02-06	Non
E22121SRS04000054-10	1	4	2023-01-30	2023-02-06	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
22510SRS04000052-10	1	2	2023-01-30	2023-02-06	Non
22510SRS04000043-03	3	8	2023-01-30	2023-02-06	Non
E20010SRS04000040-09	3	27	2023-01-30	2023-02-06	Non
22510SRS04000055-16	11	17	2023-01-30	2023-02-06	Non
22510SRS04000046-06	6	30	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000044-03	4	20	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000050-07	6	8	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000041-09	1	6	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000053-10	5	1	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000056-16	5	23	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000047-G06	8	40	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04000058-C06	15	47	2023-01-30	2023-02-06	Non
28310SRC04002021-SB	2	16	2023-02-06	2023-02-20	Non
E22120SRS04001021-MN	2	31	2023-02-06	2023-02-17	Non
26410SRS04005006-MH	1	25	2023-02-06	2023-02-17	Non
E11501SRS04001013-CDO	1	72	2023-02-08	2023-02-21	Non
E22120SRS04003032-MN	1	30	2023-02-08	2023-02-15	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
64001SRS04002023-CAB	1	25	2023-02-10	2023-03-03	Non
10800SRS04009021-LAP	3	42	2023-02-10	2023-02-24	Non
28310SRS04003031-SB	3	11	2023-02-10	2023-02-24	Non
10800SRC04007015-AM	4	36	2023-02-13	2023-02-26	Non
E22510SRS04003033-MN	3	21	2023-02-13	2023-02-24	Non
E20010SRS04002024-SB	1	159	2023-02-14	2023-02-27	Non
10500SRS04009022-LAP	1	80	2023-02-14	2023-02-25	Non
E11501SRS04009026-SB	1	93	2023-02-17	2023-03-03	Non
E20010SRS04009025-CAB	1	45	2023-02-17	2023-02-24	Non
10400SRS04009029-CAB	1	10	2023-02-20	2023-03-06	Non
10400SRS04009030-CAB	2	9	2023-02-20	2023-03-06	Non
10400SRS04009031-CAB	1	4	2023-02-20	2023-03-06	Non
10400SRS04009028-CAB	3	33	2023-02-20	2023-03-06	Non
26410SRS04003034-MN	1	36	2023-02-20	2023-03-03	Non
E22120SRS04002026-SB	2	41	2023-02-21	2023-03-07	Non
10800SRS04005010-AM	2	35	2023-02-21	2023-03-06	Non
11501SRS04009027-CAB	1	95	2023-02-23	2023-03-09	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E22120SRS04001024-CAB	1	94	2023-02-24	2023-03-09	Non
E22121SRS04000001-B06	20	86	2023-02-25	2023-03-03	Non
26410SRS04007015-AM	3	54	2023-02-27	2023-03-14	Non
E22121SRS04000058-01	2	14	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000065-11	2	5	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000067-13	1	28	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000069-15	2	10	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04005011-16	12	25	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000059-02	3	17	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000066-12	1	7	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000064-08	5	3	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000061-04	1	13	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000063-07	3	17	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000071-17	1	10	2023-02-27	2023-03-12	Non
E22121SRS04000062-05	2	13	2023-02-27	2023-03-12	Non
26410SRS04008014-AM	1	6	2023-02-27	2023-03-10	Non
26410SRC04001023-LAP	2	35	2023-02-28	2023-03-13	Non

Question 06

Suite

¹ Depuis la mise en œuvre de la Refonte sur la dotation dans la fonction publique, il n'y a plus de seuil de passage associé aux différents processus de sélection, la notion de taux de réussite n'est donc pas applicable.

² Les processus de sélection au recrutement sont ouverts aux candidats de toutes les régions administratives.

Question 07	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.
-------------	--

À titre de procureur général du Québec (PGQ), le ministre de la Justice représente l'ensemble des ministères devant les tribunaux.

Advenant un jugement condamnant à verser des sommes à titre de dommages et intérêts, il revient au ministère-client de verser de telles sommes.

Pour l'année 2022-2023, le ministère de la Justice du Québec n'a versé aucune somme à titre de dommages et intérêts dans les dossiers où il était représenté par le PGQ.

Question 08	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
-------------	--

À titre de procureur général du Québec (PGQ), le ministre de la Justice représente l'ensemble des ministères devant les tribunaux.

Advenant un jugement condamnant à verser des sommes à titre de dommages exemplaires ou punitifs, il revient au ministère-client de verser de telles sommes.

Pour l'année 2022-2023, le ministère de la Justice du Québec n'a eu à verser aucune somme à titre de dommages dans les dossiers où il était représenté par le PGQ.

Question 09	Estimation des dépenses supplémentaires qui sont nécessaires pour que le Ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.
-------------	---

La dépense probable 2022-2023 du portefeuille « Justice » ainsi que le budget de dépenses 2023-2024 sont présentés dans le document budgétaire « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes » (volume 2).

Question 10	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas l'an dernier.
-------------	---

La dépense probable 2022-2023 du portefeuille « Justice » ainsi que le budget de dépenses 2023-2024 sont présentés dans le document budgétaire « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes » (volume 2).

Question 11	Total des sommes octroyées à titre d'aide financière (AFU) pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ventilées par région administrative, le nom des organismes qui administrent ces sommes pour chacune des régions administratives et le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes.
-------------	---

Toutes les demandes d'aide financière d'urgence pour les personnes victimes de violence conjugale ou sexuelle sont traitées par deux organismes, soit SOS violence conjugale pour les demandes concernant des situations de violence conjugale et le Centre pour les victimes d'agressions sexuelles de Montréal, organisme qui gère la ligne téléphonique Info-aide violence sexuelle, pour les demandes en matière de violence sexuelle. Ces deux organismes sont situés à Montréal et traitent l'ensemble des demandes provenant des diverses régions du Québec.

Le déploiement de l'aide financière d'urgence se fait graduellement. Au 31 mars 2023, l'aide financière d'urgence était disponible dans les neuf régions administratives suivantes :

- 1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
- 2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
- 3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
- 4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
- 5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
- 6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
- 7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
- 8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
- 9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1^{er} mars 2023)

Région administrative	Dépenses autorisées
Saguenay-Lac-St-Jean	267 \$
Capitale-Nationale	49 095 \$
Estrie	686 \$
Montréal	31 335 \$
Laval	3 554 \$
Lanaudière	9 497 \$
Laurentides	11 788 \$
Montérégie	27 596 \$
Outaouais	1 565 \$
Autres ¹	36 720 \$
Total	172 103 \$

¹ Cette catégorie regroupe les demandes provenant des autres régions administratives du Québec ainsi que celles impliquant des personnes victimes du Québec se retrouvant dans une autre province canadienne en raison de la violence subie (exemple : une personne victime d'exploitation sexuelle sous l'emprise d'un.e proxénète).

Question 12	Nombre de couples qui ont complété, jusqu'au dépôt au plai de justice, le processus offert par le nouvel outil technologique d'aide pour les couples sans enfants qi souhaitent divorcer conjointement et permettant de constituer eux-mêmes leur dossier de divorce conjoint(JuridiQC), ventilé par région administrative.
-------------	---

Le 6 février 2023, l'outil de JuridiQC a été mis en ligne. Le Ministère ne dispose pas de ces informations en raison du récent lancement.

Question 13	Total des sommes allouées au recours à des initiatives de médiation ou de facilitation qui accompagne la recherche de solutions communes concernant la réorganisation du travail des juges siégeant en matière criminelle et pénale.
-------------	--

Le Ministère a payé une somme de 25 119 \$ dans le cadre du processus de facilitation.

Question 14	Nombre de médiateurs accrédités au Québec et ventilation par région administrative.
-------------	---

Nombre de médiateurs accrédités en matière de petites créances par le biais du programme du MJQ : 1 369

Nombre de médiateurs accrédités en matière familiale par le biais du programme du MJQ : 1 162

Nombre de médiateurs accrédités en matière civile par le biais du programme du MJQ : 1 499

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2023-2024

Question 15	Total des sommes allouées aux centres de justice de proximité actuellement en fonction et ventilation par région administrative. Préciser le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes pour chaque région administrative. Prévisions budgétaires pour les centres de justice de proximité qui ne sont pas encore en fonction, ventilés par région administrative.
-------------	--

Programme : Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité
Montant global budgété: 5 252 604 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Bas-Saint-Laurent	Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	413 598 \$
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec	615 057 \$
Montréal	Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	958 418 \$
Outaouais	Centre de justice de proximité de l'Outaouais	391 965 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	332 550 \$
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Centre de justice de proximité Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	328 227 \$
Nord-du-Québec	Centre de justice de proximité Nunavik (Société Makivik)	468 283 \$
Côte-Nord	Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	453 398 \$
Montréal	Centre de justice de proximité de la Montérégie	777 711 \$
Mauricie	Centre de justice de proximité de la Mauricie	513 397 \$

Programme : Programme médiation et de médiation en matière de petites créances et en matière familiale pour couples sans enfant
Montant global budgété: 2 384 561 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Bas-Saint-Laurent	Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	258 572 \$
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec	374 444 \$
Montréal	Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	428 818 \$
Outaouais	Centre de justice de proximité de l'Outaouais	246 884 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	96 276 \$
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Centre de justice de proximité Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	56 763 \$
Côte-Nord	Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	183 595 \$
Montréal	Centre de justice de proximité de la Montérégie	233 168 \$
Mauricie	Centre de justice de proximité de la Mauricie	48 833 \$
Laval, Laurentides, Lanaudière	Centre de justice de proximité de Laval, Laurentides et Lanaudière	216 094 \$
Montréal	Centre de justice de proximité de la Montérégie - Coordonnateur	124 557 \$
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec - Coordonnateur	116 557 \$

Question 15	Suite
-------------	-------

Programme : Programme - Autoreprésentation
Montant global budgété: 560 000 \$
Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	2022-2023
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec	240 000 \$
Laval, Laurentides, Lanaudière	Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	320 000 \$

Question **16**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.

Le taux de règlement des activités de perception à la direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) est généralement élevé :

- En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 95 %.
- Annuellement, la DGBIA perçoit en moyenne plus de 200 M\$ en argent ou en règlements non pécuniaires (travaux compensatoires et emprisonnement).

Le percepteur des amendes, lors de l'expiration des délais de paiement, met en œuvre les moyens d'exécution énumérés au chapitre XIII du code de procédure pénale. Ces moyens comprennent notamment les ententes de paiement, les travaux compensatoires et les saisies.

Fonds général du fonds consolidé du revenu

LA DGBIA gère et perçoit des amendes dont les sommes recouvrées sont envoyées au Fonds général du Fonds consolidé du revenu (FCR). Le tableau suivant présente uniquement ces comptes à recevoir.

Provisions

Seules les provisions qui concernent les comptes à recevoir appartenant au Fonds général du FCR sont présentées. Le gouvernement fédéral, l'indemnisation des victimes d'actes criminels et chaque autre bénéficiaire sont responsables de calculer leurs propres provisions.

Provision pour créances douteuses

- Les comptes à recevoir actifs au SGIPA sont provisionnés selon différents taux en fonction de l'âge des comptes.
- Les dossiers fermés au SGIPA sont les dossiers fermés administrativement et ils sont provisionnés à 100 %.

Provision pour non-réalisation de revenus (PPNRR)

- À la suite d'une analyse cas par cas, les PPNRR sont calculées sur tous les impliqués dont la somme des comptes à recevoir est de plus de 50 k\$.
- Ces comptes sont provisionnés à 100 %.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2023-2024

Question 16

Suite

BIA (FCR) - Comptes à recevoir - au 28 février 2023						
Classification /						
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total	Provisions	Total net
ACTES JURIDIQUES						
Courants	16 156 035 \$	115 684 \$	632 635 \$	16 904 354 \$	115 684 \$	16 788 670 \$
+ 1 AN	7 656 388 \$	80 554 \$	501 338 \$	8 238 280 \$	80 554 \$	8 157 726 \$
+ 2 ANS	3 452 951 \$	83 472 \$	419 324 \$	3 955 747 \$	1 637 300 \$	2 318 447 \$
+ 3 ANS	4 833 695 \$	206 353 \$	759 392 \$	5 799 440 \$	2 623 201 \$	3 176 239 \$
+ 4 ANS	20 913 360 \$	1 515 234 \$	4 514 682 \$	26 943 276 \$	11 971 914 \$	14 971 362 \$
PPNRR	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 827 371 \$	(6 827 371) \$
	53 012 428 \$	2 001 298 \$	6 827 371 \$	61 841 096 \$	23 256 023 \$	38 585 073 \$
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
Courants	11 449 497 \$	23 219 \$	0 \$	11 472 716 \$	23 219 \$	11 449 497 \$
+ 1 AN	4 962 984 \$	27 997 \$	0 \$	4 990 981 \$	27 997 \$	4 962 984 \$
+ 2 ANS	2 664 270 \$	29 732 \$	0 \$	2 694 002 \$	1 228 654 \$	1 465 349 \$
+ 3 ANS	2 251 151 \$	38 366 \$	0 \$	2 289 517 \$	1 163 942 \$	1 125 576 \$
+ 4 ANS	10 557 552 \$	811 819 \$	0 \$	11 369 371 \$	6 090 595 \$	5 278 776 \$
	31 885 454 \$	931 133 \$	0 \$	32 816 587 \$	8 534 406 \$	24 282 181 \$
CODE CRIMINEL						
Courants	7 351 333 \$	0 \$	0 \$	7 351 333 \$	0 \$	7 351 333 \$
+ 1 AN	3 895 436 \$	6 350 \$	70 000 \$	3 971 786 \$	6 350 \$	3 965 436 \$
+ 2 ANS	2 252 473 \$	2 450 \$	15 000 \$	2 269 923 \$	1 016 063 \$	1 253 860 \$
+ 3 ANS	2 495 689 \$	4 650 \$	115 030 \$	2 615 369 \$	1 252 494 \$	1 362 874 \$
+ 4 ANS	20 136 992 \$	172 473 \$	500 000 \$	20 809 465 \$	14 200 811 \$	6 608 654 \$
PPNRR	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	700 030 \$	(700 030) \$
	36 131 922 \$	185 923 \$	700 030 \$	37 017 875 \$	17 175 748 \$	19 842 127 \$
DIVERSES LOIS						
Courants	26 287 376 \$	322 310 \$	21 987 628 \$	48 597 314 \$	322 310 \$	48 275 004 \$
+ 1 AN	15 575 028 \$	199 137 \$	205 936 022 \$	221 710 188 \$	199 137 \$	221 511 051 \$
+ 2 ANS	6 519 353 \$	253 495 \$	20 086 454 \$	26 859 302 \$	3 187 204 \$	23 672 098 \$
+ 3 ANS	11 118 616 \$	598 032 \$	31 501 819 \$	43 218 467 \$	6 157 340 \$	37 061 127 \$
+ 4 ANS	63 987 179 \$	4 673 566 \$	201 712 057 \$	270 372 803 \$	36 667 156 \$	233 705 647 \$
PPNRR	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	481 223 980 \$	(481 223 980) \$
	123 487 553 \$	6 046 541 \$	481 223 980 \$	610 758 073 \$	527 757 127 \$	83 000 946 \$
CONTRIBUTION 10 \$						
Courants	706 \$	98 \$	110 \$	914 \$	98 \$	816 \$
+ 1 AN	530 \$	10 \$	210 \$	750 \$	10 \$	740 \$
+ 2 ANS	1 170 \$	50 \$	300 \$	1 520 \$	577 \$	944 \$
+ 3 ANS	2 080 \$	90 \$	159 242 \$	161 412 \$	1 130 \$	160 282 \$
+ 4 ANS	559 367 \$	46 782 \$	15 406 \$	621 554 \$	326 465 \$	295 089 \$
PPNRR	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	175 268 \$	(175 268) \$
	563 853 \$	47 030 \$	175 268 \$	786 150 \$	503 548 \$	282 603 \$
CONTRIBUTION PÉNALE						
Courants	8 763 985 \$	155 318 \$	4 392 694 \$	13 311 997 \$	155 318 \$	13 156 679 \$
+ 1 AN	4 997 195 \$	66 571 \$	50 471 328 \$	55 535 094 \$	66 571 \$	55 468 523 \$
+ 2 ANS	2 233 661 \$	71 242 \$	2 969 353 \$	5 274 256 \$	1 076 389 \$	4 197 866 \$
+ 3 ANS	3 132 664 \$	224 577 \$	5 658 078 \$	9 015 318 \$	1 790 908 \$	7 224 410 \$
+ 4 ANS	3 670 704 \$	242 644 \$	4 741 287 \$	8 654 636 \$	2 077 996 \$	6 576 639 \$
PPNRR	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	68 232 740 \$	(68 232 740) \$
	22 798 209 \$	760 352 \$	68 232 740 \$	91 791 301 \$	73 399 924 \$	18 391 378 \$
SOMMAIRE						
Courants	70 008 932 \$	616 629 \$	27 013 067 \$	97 638 627 \$	616 629 \$	97 021 998 \$
+ 1 AN	37 087 561 \$	380 620 \$	256 978 899 \$	294 447 079 \$	380 620 \$	294 066 459 \$
+ 2 ANS	17 123 877 \$	440 441 \$	23 490 431 \$	41 054 749 \$	8 146 186 \$	32 908 563 \$
+ 3 ANS	23 833 895 \$	1 072 068 \$	38 193 561 \$	63 099 523 \$	12 989 015 \$	50 110 508 \$
+ 4 ANS	119 825 154 \$	7 462 518 \$	211 483 432 \$	338 771 105 \$	71 334 938 \$	267 436 167 \$
PPNRR	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	557 159 389 \$	(557 159 389) \$
	267 879 419 \$	9 972 276 \$	557 159 389 \$	835 011 084 \$	650 626 776 \$	184 384 307 \$

Question 16	Suite
-------------	-------

Fonds Accès Justice

Les moyens entrepris pour recouvrer les créances du Fonds Accès Justice sont les mêmes que le Ministère (voir la réponse du Ministère ci-dessus).

FONDS ACCÈS À LA JUSTICE					
AU 28 FÉVRIER 2023					
Classification / Âges des comptes	COMPTES À RECEVOIR				
	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Total	Provisions	Total net
ACTES JURIDIQUES					
Courants	0	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE					
Courants	726 210	2 292	728 502	2 292	726 210
+ 1 AN	237 036	1 977	239 013	1 977	237 036
+ 2 ANS	136 378	1 510	137 888	62 880	75 008
+ 3 ANS	104 050	1 679	105 729	53 704	52 025
+ 4 ANS	236 458	6 899	243 356	125 127	118 229
	<u>1 440 132</u>	<u>14 357</u>	<u>1 454 489</u>	<u>245 981</u>	<u>1 208 508</u>
CODE CRIMINEL					
Courants	0	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
DIVERSES LOIS					
Courants	204 035	2 296	206 331	2 296	204 035
+ 1 AN	108 578	2 452	111 030	2 452	108 578
+ 2 ANS	50 875	1 712	52 587	24 606	27 981
+ 3 ANS	68 360	65 353	133 713	99 533	34 180
+ 4 ANS	148 536	10 270	158 806	84 538	74 268
	<u>580 384</u>	<u>82 083</u>	<u>662 467</u>	<u>213 425</u>	<u>449 042</u>
SOMMAIRE					
Courants	930 244	4 588	934 833	4 588	930 244
+ 1 AN	345 614	4 429	350 043	4 429	345 614
+ 2 ANS	187 253	3 222	190 475	87 486	102 989
+ 3 ANS	172 410	67 032	239 442	153 237	86 205
+ 4 ANS	384 994	17 169	402 162	209 666	192 497
	<u>2 020 516</u>	<u>96 440</u>	<u>2 116 956</u>	<u>459 406</u>	<u>1 657 550</u>

Question 16	Suite
--------------------	-------

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Les moyens entrepris pour recouvrer les créances du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels sont les mêmes que le Ministère (voir la réponse du Ministère ci-dessus).

CLASSIFICATION/ ÂGE DES COMPTES		COMPTES À RECEVOIR				
		Actifs GIPA	Fermés GIPA	Total	Provision	Total net
ACTES JURIDIQUES (04-01-H2)						
	Courants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
CODE DE LA ROUTE (04-03-06)						
	Courants	906 010	1 790	907 800	1 790	906 010
	+ 1 AN	294 751	2 401	297 152	2 401	294 751
	+ 2 ANS	169 817	1 854	171 671	78 272	93 400
	+ 3 ANS	129 597	2 085	131 682	66 883	64 798
	+ 4 ANS	203 620	5 976	209 596	107 786	101 810
		<u>1 703 795</u>	<u>14 106</u>	<u>1 717 901</u>	<u>257 132</u>	<u>1 460 769</u>
CODE CRIMINEL (04-03-07)						
	Courants	1 965 174	0	1 965 174	0	1 965 174
	+ 1 AN	958 809	2 000	960 809	2 000	958 809
	+ 2 ANS	635 602	1 920	637 522	287 941	349 581
	+ 3 ANS	224 008	400	224 408	112 404	112 004
	+ 4 ANS	220 297	51 682	271 979	161 830	110 148
	+ 8 ANS	1 114 642	0	1 114 642	1 114 642	0
		<u>5 118 533</u>	<u>56 001,92</u>	<u>5 174 535</u>	<u>1 678 817</u>	<u>3 495 717</u>
AUTRES LOIS (04-03-17)						
	Courants	360 497	2 830	363 327	2 830	360 497
	+ 1 AN	201 255	3 000	204 255	3 000	201 255
	+ 2 ANS	94 665	2 050	96 715	2 050	94 665
	+ 3 ANS	96 244	4 280	100 524	4 280	96 244
	+ 4 ANS	470 193	28 442	498 635	28 442	470 193
		<u>1 222 854</u>	<u>40 602</u>	<u>1 263 456</u>	<u>40 602</u>	<u>1 222 854</u>
SOMMAIRE						
	Courants	3 231 681	4 620	3 236 301	4 620	3 231 681
2018	+ 1 AN	1 454 815	7 401	1 462 216	7 401	1 454 815
2017	+ 2 ANS	900 084	5 824	905 908	410 862	495 046
2016	+ 3 ANS	449 849	6 765	456 614	231 690	224 925
2015 et ant.	+ 4 ANS	894 110	86 100	980 210	533 155	447 055
	+ 8 ANS	1 114 642	0	1 114 642	1 114 642	0
		<u>8 045 181</u>	<u>110 710</u>	<u>8 155 891</u>	<u>2 302 370</u>	<u>5 853 522</u>

Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Fonds des registres

Aucun.

Question 17	Nombre total de juges, au 31 mars 2023, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des juges. Indiquer le nombre de juges en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.
-------------	--

Cour du Québec

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges – par région ¹							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Postes vacants ²	Date de libération du poste ³	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	6	6	1	----	1	2	16
Estrie	6	11	----	----	3	2	22
Laval–Laurentides–Lanaudière–Labelle	23	21	4	2021-08-24	9	2	59
Mauricie–Bois-Francs – Centre-du-Québec	8	5	1	2022-11-12	3	1	18
Outaouais	9	6	----	----	1	0	16
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	4	----	----	2	0	12
Montréal	41	51	4	2022-11-28 2023-01-06 2023-02-06 2023-02-21	6	7	109
Montréal	24	16	5	2022-11-09 2023-01-12	6	7	58
Québec–Chaudière-Appalaches	19	22	2	2022-10-11 2023-01-07	11	1	55
Bas-Saint-Laurent–Côte-Nord–Îles-de-la-Madeleine	6	11	1	----	1	0	19
Total	148	153	18	----	43	22	384

¹Le portrait est au 28 février 2023. Des nominations de juges ont eu lieu après cette date.

² Les postes vacants incluent les nouveaux postes de juges.

³ Il s'agit de la date où un poste s'est libéré à la suite d'une retraite ou d'une nomination à une cour supérieure.

Juge en congé de maladie longue durée : 5 juges en absence maladie longue durée.

Représentation féminine et masculine dans la magistrature

Cour du Québec	H	F	Total
Chambre de la jeunesse	23	41	64
Chambre criminelle et pénale	49	44	93
Chambre civile	30	32	62
Juridiction mixte	46	35	81
Juge responsable des cours municipales	0	1	1
Total	148	153	301

<p>Question 18</p>	<p>Estimation des dépenses budgétaires destinées à augmenter le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges, ventilé par terroires du Québec qui bénéficient de ces dépenses budgétaires.</p>
---------------------------	--

Ministère

- Médiation – petites créances : 145 486 \$

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2022-2023 :

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption) : 4 193 237 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - Prémédiation et médiation) : 111 626 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - Prémédiation et médiation - Pérennisation) : 173 195 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture : 66 426 \$
- Médiation aux petites créances (médiation automatique - Prémédiation et médiation) : 718 816 \$
- Médiation en protection de la jeunesse : 7 343 \$

Financement de projets en 2022-2023 :

- Subvention à Éducaloi pour la bonification des contenus relatifs aux modes de PRD sur son site Internet : 50 000 \$
- Projet de recherche portant sur les modes de prévention et de règlement des différends aux petites créances : 17 000 \$

Question 19	Nombre de personnes indemnisées par l'IVAC, taux d'acceptation des demandes et délai pour obtenir une décision d'admissibilité, ventilé par région administrative.
-------------	--

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (LIVAC)
Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC)

Les données relatives à la LIVAC et à la LAPVIC sont disponibles en année civile seulement.

Décisions rendues, le taux d'acceptation et le délai moyen par région en 2022						
Région	Acceptée	Rejetée	Total	%	Taux d'acceptation	Délai décision / jour
Abitibi-Témiscamingue	235	32	267	1,7%	88,0%	46,0
Bas-Saint-Laurent	384	38	422	2,6%	91,0%	52,2
Capitale-Nationale	1 206	129	1 335	8,4%	90,3%	45,6
Centre-du-Québec	718	63	781	4,9%	91,9%	47,0
Chaudière-Appalaches	552	73	625	3,9%	88,3%	55,0
Côte-Nord	130	12	142	0,9%	91,5%	48,0
Estrie	953	112	1 065	6,7%	89,5%	56,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	106	8	114	0,7%	93,0%	66,6
Lanaudière	1 070	121	1 191	7,5%	89,8%	50,5
Laurentides	1 349	137	1 486	9,3%	90,8%	52,4
Laval	473	70	543	3,4%	87,1%	63,1
Mauricie	629	47	676	4,2%	93,0%	43,1
Montréal	2 527	229	2 756	17,3%	91,7%	52,5
Montréal	2 643	387	3 030	19,0%	87,2%	55,8
Nord-du-Québec	62	5	67	0,4%	92,5%	28,7
Outaouais	619	50	669	4,2%	92,5%	43,7
Saguenay - Lac-Saint-Jean	468	62	530	3,3%	88,3%	53,8
Hors Québec	65	7	72	0,5%	90,3%	70,4
Indéterminé	154	20	174	1,1%	88,5%	47,2
Total	14 343	1 602	15 945	100 %		
Pourcentage	90,0 %	10,0%				

Question 19	Suite
-------------	-------

Nombre de personnes indemnisées en 2022 selon la région administrative	
Région	Nombre
Abitibi-Témiscamingue	338
Bas-Saint-Laurent	571
Capitale-Nationale	2 323
Centre-du-Québec	1 124
Chaudière-Appalaches	1 139
Côte-Nord	164
Estrie	1 585
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	192
Lanaudière	1 804
Laurentides	2 010
Laval	791
Mauricie	982
Montréal	3 823
Montréal	4 132
Nord-du-Québec	63
Outaouais	809
Saguenay - Lac-Saint-Jean	718
Indéterminé	451
TOTAL	23 019

Question 20	Liste des sommes investies depuis l'adoption du projet de loi 84 (IVAC) pour sa mise en action et prévision des crédits dédiés. Détailler par région administrative, par projet et par bureau, le cas échéant.
-------------	--

Les coûts du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels s'élèvent à 288,1 M\$. Ces sommes incluent les coûts liés à la réforme ainsi que la croissance naturelle du régime.

Question 21	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature et le nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire. Synthèse des améliorations qui ont été apportées découlant de ces plaintes.
-------------	---

Nombre de plaintes déposées en 2022 (1er janvier au 31 décembre 2022)

Type de plaintes	Nombre
Plaintes en déontologie à l'égard des juges	153

Résultat des plaintes traitées en 2022

Type de plaintes	Nombre
Plaintes en déontologie à l'égard de juges	
• Non fondées	82
• Non fondées après examen et obtention de renseignements additionnels	60
• Plaintes ne justifiant pas la tenue d'une enquête (article 267 de la Loi sur les tribunaux judiciaires)	1
• Retenues pour enquête (dont l'une s'est conclue en 2022 par une mesure correctrice, soit la réprimande, les 3 autres étant en cours de traitement)	4
• En cours d'examen	6

Au 31 décembre 2022, 3 dossiers d'enquêtes déclenchés avant le 1er janvier 2022 étaient toujours en cours. En 2022, un dossier a été porté devant la Cour supérieure et est en cours. Tous les détails relatifs au processus de traitement des plaintes sont accessibles sur le site Internet du Conseil de la magistrature (<https://conseildelamagistrature.qc.ca/>). Les rapports d'examen et d'enquête sont aussi publiés sur ce site et celui de SOQUIJ (<https://soquij.qc.ca/a/fr>).

Question 29	Délais avant jugement, par tribunal et type de dossier.
-------------	---

Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec en 2022-2023 et délai moyen d’audition

Chambre civile (excluant la Division des petites créances) :

Dossiers ouverts : 38 846
Délai moyen d'audition : 225 jours

Chambre civile Division des petites créances :

Dossiers ouverts : 14 468
Délai moyen d'audition : 682 jours

Chambre criminelle :

Causes ouvertes : 79 755
Délai médian des causes criminelles réglées : 302 jours

Chambre pénale :

Causes ouvertes : 236 146
Délai médian des causes pénales réglées : 161 jours

Chambre de la jeunesse :

Dossiers ouverts – délinquance : 8 063
Délai moyen d’audition – comparution délinquance : 37 jours
Délai moyen d’audition – procès délinquance : 80 jours

Dossiers ouverts – protection : 10 509
Délai moyen d’audition – audition protection : 103 jours

Dossiers ouverts – adoption : 687
Délai moyen d’audition – audition adoption : 42 jours

Nombre de dossiers ouverts en matière civile à la Cour supérieure en 2022-2023

Chambre civile :

Dossiers ouverts : 17 322

Chambre familiale :

Dossiers ouverts : 15 839

Question 30	Proportion des personnes se représentant seules devant les tribunaux, ventilé par région administrative.
-------------	--

Pourcentage de causes en matière criminelle où les personnes se représentent seules : 4,8 %

Pourcentage de causes en matière pénale où les personnes se représentent seules : 93,7 %

Question 31	Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du Ministère.
-------------	--

Aucun rédacteur de rapports de type Gladue n'est à l'emploi du Ministère pour l'année 2022-2023.

Des ententes de services permettant l'embauche de rédacteurs Gladue à temps plein sont conclues avec certaines organisations, telles que les services parajudiciaires autochtones du Québec, le gouvernement de la nation crie, le Conseil de la Nation Atikamekw, le Conseil des Mohawks d'Akwesasne, la société Makivik et le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal.

Il y a actuellement 108 rédacteurs de rapports Gladue accrédités au Québec.

Question 32	L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus et ventilé par poste budgétaire.
-------------	---

En date du 28 février 2023, les frais de services professionnels relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue sont de 90 420 \$.

Question 33	Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec.
-------------	--

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, 219 rapports Gladue furent ordonnés.

Question 34	La liste des comités de justice autochtone actifs, ainsi que le financement obtenu pour chacun d'eux.
-------------	---

Bureau des affaires autochtones
Montant global budgété : 2 773 189 \$

Comité de justice en communauté autochtone

Projet	Bénéficiaire	Dépenses 2022-2023
Justice communautaire en milieu inuit	Société Makivik	1 100 000 \$
Justice communautaire – Système d’intervention d’autorité Atikamekw et projet de justice communautaire Atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	150 000 \$
Justice communautaire – Kahnawake	Mohawks of Kahnawake	65 000 \$
Justice communautaire – Akwesasne	Mohawks of Akwesasne	55 000 \$
Justice communautaire – Kawawachikamach	Nation Naskapi de Kawawachikamach	57 500 \$
Justice Communautaire – Listuguj	Listuguj Mig’maq Government	40 000 \$
Justice communautaire – Lac Simon	Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	65 500 \$
Justice communautaire – Uashat-Maliotenam	Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	30 000 \$
Justice communautaire – Opitciwan	Bande des Atikamekws d’Opitciwan	82 500 \$
Justice communautaire – Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg	35 000 \$
Justice communautaire - Pekuakamiulnuatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	70 000 \$
Justice communautaire - Nutashquan	Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashkuan	62 500 \$

Initiative de justice autochtone en milieu urbain

Projet	Bénéficiaire	Dépenses 2022-2023
Justice communautaire – milieu urbain à Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	62 500 \$
Justice communautaire – Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-Saint-Jean	42 500 \$
Appui au développement d’initiatives de justice en milieu urbain	Centre d’amitié EENOU de Chibougamau (CAEC)	20 189 \$
Appui au développement d’initiatives de justice en milieu urbain	Regroupement des centres d’amitié autochtone du Québec	835 000 \$

Question 35	La liste des sommes investies pour l'aménagement de lieux adéquats à l'exercice de la justice dans chacune des communautés ou chacun des villages autochtones où siège la cour itinérante, ventilé par village ou communauté.
-------------	---

Il n'y a aucune dépense cette année pour l'aménagement dans les locaux visités par la cour itinérante.

Au Nunavik, les immeubles dans lesquels se situent les palais de justice de Kuujjuaq et Puvirnituq sont loués à la Société québécoise des infrastructures.

Dans tous les autres villages visités, les endroits où siège la cour itinérante engendrent des frais de locations sporadiques, mais aucune somme n'est déboursée pour l'aménagement permanent.

Le gouvernement du Québec a accordé une subvention de 1 M\$ à la Société Makivik pour la période 2022-2024, en vue de construire des infrastructures permanentes en vue de faciliter les rencontres des justiciables avec leurs avocats ou des intervenants et également faciliter les télétémoignages ou la tenue d'audiences par visioconférence.

Question 36	La liste des sommes investies pour l'usage de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones.
-------------	--

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, 90 % des enquêtes pour remise en liberté se sont déroulées par visioconférence ou par téléphone au Nunavik. Plus précisément, 251 enquêtes ont été tenues à Kuujuaq, 424 à Puvirnituq et 22 à Kuujjuarapik, évitant ainsi de nombreux déplacements hors territoire des prévenus.

La visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones a nécessité le service de communication satellite au coût de 34 666 \$/mois. Pour 2022-2023, ce service représente une somme totale de 381 326 \$ pour 11 mois d'opération.

Question 39	Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.
--------------------	---

Un budget de 50 M\$ a été octroyé au ministère de la Justice dans le cadre du Plan budgétaire 2019-2020 concernant l'accompagnement des victimes de violences sexuelles. Les dépenses pour l'exercice 2022-2023 se déclinent comme suit :

Sommes investies	2022-2023
Service <i>Rebâtir</i> et Banque d'avocats spécialisés (Commission des services juridiques et Clinique juridique Juripop)	1 678 300 \$
Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables (Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels)	2 123 900 \$
Formation en matière de violence sexuelle pour les intervenants judiciaires (Université McGill)	66 085 \$
Directeur des poursuites criminelles et pénales (Instauration de la poursuite verticale)	2 080 000 \$
Promotion des changements au régime d'indemnisation de l'IVAC	391 000 \$
Projet pilote – Centre de services intégrés (CIUSSS de la Capitale-Nationale)	236 252 \$
Projet de chien de soutien (Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM) du CIUSSS de la Capitale-Nationale)	169 426 \$
Formation destinée aux professionnels intervenants auprès des jeunes victimes et soutien clinique externe (Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent)	315 000 \$
Projet de développement des fonctions de la coordonnatrice professionnelle du SIAM (Viol-Secours)	225 354 \$
Effets du chien d'assistance judiciaire (Fondation Mira inc.)	251 638 \$
Maison de thérapie pour les survivantes de violences sexuelles (Maison la Grande Ourse Montérégie)	140 120 \$
Intervenant au sein du corps de police de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu/Longueuil)	100 000 \$
Intégration des suspects auteurs de violence dans une maison de transition qui bénéficie d'un programme d'encadrement et de prévention de la récidive en violence conjugale (Association des services de réhabilitation sociale du Québec)	100 000 \$
Centre de services intégrés en violence sexuelle (La Traversée (Rive-Sud))	371 500 \$
Projet pilote – Centre de services intégrés (MSSS)	450 000 \$
SCAVAC	531 700 \$
Colloque Tribunal spécialisé	8 900 \$

Question 40	Liste de toutes les campagnes publicitaires commandées par le Ministère et les sommes encourues.
-------------	--

Aucune campagne publicitaire n’a été commandée par le Ministère.